

Jérusalem-Est et Cisjordanie : la bataille pour l'espace

Le bras de fer entre israéliens et palestiniens continue avec force. Les deux maintiennent leur position convaincus qu'ils en sortiront vainqueurs.

Carla Fibla

Trois fois par semaine Abou Hassan organise depuis l'Hôtel Jérusalem un parcours alternatif qu'il a baptisé « Tour politique de Jérusalem-Est ». Les clients sont des touristes qui après avoir parcouru les rues bondées de la vieille ville pour contempler le Mur des Lamentations, l'Esplanade des Mosquées et le Saint Sépulcre, décident de consacrer une matinée de leur voyage dans la ville trois fois sainte à connaître une partie de la réalité que confrontent palestiniens et israéliens depuis plus de 60 ans.

Pendant plus de trois heures, Abou Hassan égraine les accords signés, les conséquences que doivent affronter, chaque jour, occupés et occupants. Il conduit les touristes dans des quartiers comme cheikh Jarrah où les colons vivent dans des maisons de palestiniens pour créer de nouvelles zones de colonies, il s'arrête dans les *checkpoints* comme celui de Qalandia où les ambulances attendent patiemment que l'on leur permette de passer avec les gyrophares allumés pour signaler qu'elles transportent un malade, il fait halte dans les lieux où l'actuel gouvernement israélien, dirigé par Benjamin Nétanyahou, a ordonné de démanteler certains postes de contrôle, souvent inutiles puisqu'avec le mur, ils contrôlent déjà le lieu.

Ce qu'Israël appelle la « barrière » de Cisjordanie, le « mur de la honte ou de l'apartheid » pour les palestiniens, s'étendra sur 721 kilomètres, dont 80 % pénétrant à l'intérieur du territoire palestinien, à certains points jusqu'à 22 kilomètres, pour inclure des colonies comme Ariel, Gush Etzion, Emmanuel, Karnei Shomron, Guiv'at Ze'ev, Oranit et Maale Adumin. Sa construction fut approuvée par l'exécutif hébreu après la seconde Intifada, en juin 2002, et l'Autorité nationale palestinienne assure que lorsque le mur sera terminé, il aura usurpé 10 % de son territoire. De ce fait, en 2004, il fut déclaré « illégal » dans une résolution non contraignante de la Cour Internationale de Justice, demandant sa destruction.

Dans les rues ordonnées des colonies de Jérusalem-Est, il est possible de percevoir les circonstances absolument extrêmes dans lesquelles vivent israéliens et palestiniens. Tous payent leurs impôts à la Mairie de

Jérusalem, mais seulement 12 % du budget de la ville est destiné à Jérusalem-Est où habite 35 % de la population. La discrimination s'exécute sans vergogne lorsqu'il s'agit d'octroyer des licences pour construire des logements ou de construire des lieux publics comme des parcs, des centres de loisir ou même des écoles.

Le barème pour analyser les problèmes change radicalement lorsqu'il s'agit de l'Est ou de l'Ouest de Jérusalem, une réalité qui nous frappe constamment lorsque, en parcourant la partie palestinienne de Jérusalem, l'on voit apparaître les maisons de pierre blanche à côté des constructions de béton de ce que l'on continue à appeler des camps de réfugiés, ou les rues sans service de collecte des ordures, près desquelles les déchets s'amoncellent dans des lieux improvisés. « Il est facile de distinguer les maisons des colons, de celles des palestiniens, sur leurs toits l'on peut voir un réservoir d'eau car ils ne souffrent jamais de coupures d'eau, alors que dans nos maisons nous avons besoin de deux réservoirs, nous devons stocker l'eau puisque le service n'est pas garanti », explique Abou Hassan.

Les difficultés quotidiennes que doivent affronter les 280 000 palestiniens vivant à Jérusalem-Est, dont presque un tiers ont moins de 15 ans, répondent, selon des experts arabes, à l'objectif du gouvernement hébreu du « transfert lent ». C'est la raison pour laquelle les permis de construction ne sont pas octroyés et le nombre d'écoles est limité. Ainsi lorsqu'un mineur sollicite sa carte d'identité, s'il n'a pas été scolarisé ne serait-ce qu'une seule année, s'il ne peut pas présenter un document certifiant qu'il habite à Jérusalem, on peut ne pas le considérer résidant de la ville.

A Jérusalem-Est, de même que dans les plus de 200 colonies de Cisjordanie, où vivent environ 200 000 colons, il est possible de voir la différence entre ceux qui décident de s'installer dans une colonie pour des raisons économiques et ceux qui le font par conviction religieuse. Les postes de contrôle, presque un demi millier, fournissent la sécurité à ceux qui décident de vivre dans une tension constante, luttant pour chaque centimètre du territoire dans une apparente vie normale où les enfants vont jouer au parc, étrangers au regard d'en-



Un vendeur palestinien de posters. Derrière, vue de la Vieille Ville de Jérusalem. /AP PHOTO/KEVIN FRAYER

fants de leur même âge qui les contemplant avec la haine mutuelle qui macère dans leurs foyers.

Les déclarations politiques interfèrent dans cette lutte quotidienne pour l'espace, mais leurs effets ne peuvent être analysés sur le terrain qu'avec de nombreuses limitations. Tant que ce ne sont que des paroles en l'air, les concessions politiques intéressent très peu les palestiniens tout comme les israéliens. Par contre, lorsque l'on passe aux faits, les réactions font s'accroître la tension et le risque d'un nouvel affrontement. L'annonce de la construction de 1 600 nouveaux logements dans la colonie ultra-orthodoxe de Ramat Shlom, lors de la visite du vice-président des Etats-Unis, Joe Biden, à Jérusalem, en est un exemple. Quelques jours après, le journal israélien *Haaretz* assurait qu'environ 50 000 logements seraient construits en plusieurs phases à Jérusalem-Est, dont 20 000 appartements se trouveraient déjà dans une étape avancée d'approbation.

Ce qui n'a pas empêché que l'annonce du « gel » des constructions de nouvelles colonies (qui expire en septembre 2011), ne touchant que la Cisjordanie – une con-

cession lancée par le premier ministre Nétanyahou –, fusse estimée de façon très positive par l'administration américaine et l'Union européenne (UE). En même temps, en janvier 2010, l'élargissement de la colonie Pisgat Zeev avec 600 nouvelles maisons fut accordé, et ces derniers mois, l'on a avancé dans le projet de réforme de la circonscription de Silwan (près de la Vieille Ville) pour lequel on a déjà délivré 88 ordres de démolition de logements palestiniens.

Dans un rapport signé par les chefs de représentations diplomatiques de l'UE sur Jérusalem-Est (du 23 novembre 2009), l'on remarque l'impossibilité du partage de Jérusalem entre palestiniens et israéliens en tant que future capitale de leurs Etats, le principal facteur étant le fait que « depuis l'occupation de Jérusalem-Est et la Cisjordanie, en 1967, les gouvernements israéliens ont suivi avec force une politique de transfert de population juive vers les territoires palestiniens occupés, en violation de la Quatrième Convention de Genève et du droit Humanitaire International ». Le résultat, signale le rapport, est que « plus de 30 % de Jérusalem-Est a été exproprié de facto, 37 % du total des



Quartier de Sheij Jerrash. Jérusalem. / C.F.

logements promus dans les colonies entre 2001 et 2009 sont situés à Jérusalem-Est et 190 000 colons juifs vivent dans 12 colonies de la partie palestinienne de Jérusalem ».

Cette bataille démographique, qui selon la Mairie de Jérusalem se joue entre 35 % de palestiniens (250 000) contre 65 % d'israéliens (500 000), est reflétée dans une étude récente élaborée par le Comité Israélien contre la Démolition de Maisons (ICAHD, selon les sigles en anglais) où l'on décrit la « judaïsation » des quartiers musulman et chrétien de la Vieille Ville de Jérusalem.

En traversant la rue Wad avec le conseiller municipal Meir Margalit, membre de l'ICAHD, l'on peut voir les drapeaux israéliens, les plaques et les noms des magasins qui ont été acquis ces dernières années. « Ils sont situés à des endroits stratégiques, une synagogue, une résidence, un magasin. La disposition des lieux occupés par les colons leur permet de dire que ce lieu leur appartient », explique Margalit après nous avoir confirmé qu'il existe 20 immeubles, où habitent environ 60 familles (300 résidents juifs), dans les quartiers musulman et chrétien.

L'acquisition de ces logements ou locaux n'a pas été facile. Parfois ils offrent de l'argent à des familles démunies, d'autres fois ils envoient un négociateur palestinien qui cache que l'acheteur est un juif. Certaines organisations locales de la Vieille Ville comme Burj Al Luq Luq, se maintiennent en alerte et lorsqu'elles détectent qu'une vente permettant aux juifs d'acquérir une nouvelle propriété dans le quartier musulman est en train

de se produire, elles tentent de freiner l'opération. Elles travaillent aussi pour éviter les expulsions de maisons où il est difficile de fournir la documentation qu'exige la Mairie pour prouver que le logement appartient à une famille palestinienne depuis des décennies.

Margalit accède à un patio sombre et sale par une petite porte, il grimpe des escaliers étroits tandis qu'il explique que la propriété de ces pièces minuscules appartient au Waqf, l'autorité religieuse palestinienne chargée du maintien de l'Esplanade des Mosquées, et qu'elle les offre aux palestiniens n'ayant aucune ressource économique. « Ils ont réussi à sauver quelques pièces, avant que les colons israéliens n'achètent ces petits habitacles insalubres où ils habitent avec des enfants. La raison pour laquelle ils s'adaptent à ces circonstances est là », poursuit Margalit tandis que, de la terrasse de l'immeuble, près de la guérite de l'agent de sécurité

présent dans chaque colonie de la Vieille Ville, il fixe la coupole reluisante de la Mosquée du Rocher.

Le fait que des juifs extrémistes vivent à seulement quelques mètres du second lieu le plus sacré pour les musulmans, pousse aussi bien les palestiniens que les israéliens de gauche à craindre que la violence n'éclate à nouveau à n'importe quel moment. La conquête de lieux stratégiques à l'échelle de la rue est complétée par l'accès depuis les toits aux différentes colonies et par les excavations qui s'effectuent depuis 10 ans près du lieu le plus sensible de la Vieille Ville : l'Esplanade des Mosquées et le Mur des Lamentations.

Le degré d'extrémisme atteint par l'actuel exécutif israélien se voit clairement dans les déclarations, les menaces et la prédisposition limitée à trouver une solution, que les principaux responsables de la diplomatie israélienne, Avigdor Liberman et Danny Ayalon, ont exprimées au cours de ces derniers mois. Leurs propos deviennent des faits personnifiés par les colons les plus radicaux qui montrent leur désaccord avec les décisions les plus conciliatrices de Nétanyahou, en sortant des colonies et en affrontant la population palestinienne aussi bien à Jérusalem-Est qu'en Cisjordanie.

La situation n'est pas celle d'une bombe sur le point d'exploser, la patience s'est développée dans les deux camps. Il est inquiétant qu'aussi bien les israéliens que les palestiniens soient capables de continuer ce bras de fer avec autant de force. Leur détermination évidence l'impossibilité de céder dans leur position qu'ils affirment, convaincus qu'ils en sortiront vainqueurs. ■